



COMMUNIQUE – 3 DECEMBRE 2013

Act Up-Paris – AIDES – Coalition PLUS

SIDA : amère déception face au manque de volontarisme de la France

AIDES, Coalition PLUS et Act Up-Paris accueillent avec amertume la décision de la France de ne pas contribuer davantage à la lutte mondiale contre le sida.

A l'issue de la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui a eu lieu à Washington les 2 et 3 décembre, la France a décidé de ne pas augmenter sa contribution à ce combat.

Alors que depuis plus de dix ans, la France avait fait preuve d'exemplarité avec la création du Fonds mondial, **elle a montré aujourd'hui son manque de volonté à vouloir empêcher la pandémie de se propager.**

Plusieurs Etats donateurs se sont pourtant engagés à contribuer davantage au Fonds mondial, comme les Etats-Unis (1), la Grande-Bretagne (2) et le Canada (3), mais le chef de l'Etat français a quant à lui décidé du maintien d'une allocation financière équivalente à celle allouée les trois dernières années pour les années 2014-2016. Cette stagnation reste incompréhensible, la fin de l'épidémie n'ayant jamais été aussi accessible.

Mais la bataille n'est pas finie ! Le gouvernement peut, grâce à la bonne application des financements innovants – taxe sur les transactions financières (TTF) et sur les billets d'avion – contribuer bien plus largement à la lutte contre le sida que cela n'est le cas actuellement et permettre aux 18 millions de malades du sida qui attendent désespérément un traitement de pouvoir enfin y accéder.

Ces 18 millions de malades appellent François Hollande à revoir sa décision et augmenter la contribution française au Fonds mondial.

Contacts presse :

Coalition PLUS : Sophie Baillon / [+33 \(0\) 7 81 73 34 77](tel:+330781733477) / sbaillon@coalitionplus.org

AIDES : Tony Fortin / [+33 \(0\) 28 59 23 44](tel:+33028592344) / tfortin@aides.org

Act Up-Paris : Céline Grillon / [+33 \(0\) 6 50 01 39 10](tel:+330650013910) / international@actupparis.org

(1) Les Etats-Unis ont annoncé une contribution totale jusqu'à 5 milliards de dollars pour 2014-2016, soit une augmentation substantielle de 1 milliard de dollars par rapport aux années 2011-2013.

(2) La Grande-Bretagne s'est engagée à contribuer à hauteur de 1,6 milliards de dollars pour le cycle à venir, prenant la place de la France de second contributeur.

(3) Le Canada a annoncé une contribution de 550 millions de dollars pour les années 2014-2016 (contre un peu plus de 500 millions de dollars pour les années 2011-2013)